

27 septembre 1982 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Interview de M. François Mitterrand, Président de la République, accordée au journal "La Dépêche du midi", Paris, lundi 27 septembre 1982.

QUESTION.- "Romaine" comme la qualifiait Victor Hugo, première capitale ibérique avec les Wisigoths, profondément démocrate et républicaine, métropole sudiste tournée vers la Méditerranée, l'Afrique et les confins de la latinité - témoins ses pionniers du ciel, Mermoz, Saint-Exupéry, Guillaumet - Toulouse, selon l'historien Philippe Wolff, membre de l'Institut, fut toujours "mêlée aux destins de notre Patrie" plus qu'aucune autre ville de France, Paris excepté. Ne possède-t-elle pas le premier Parlement de province, dont la création fut liée au salut de la dynastie et à l'épopée de Jeanne d'Arc ? Mais trop longtemps mal aimée, Toulouse se demande si l'on va lui permettre enfin d'assumer le rôle que justifient sa place, son histoire, son caractère et ses espérances.

- LE PRÉSIDENT.- Mal aimée ? De qui ? Pas de moi en tout cas. Ni de la lignée d'hommes d'Etat qui, à-partir de cette région, ont fait et servi la République. J'aime Toulouse et les liens qui se sont créés entre cette ville-capitale et moi, responsable politique mais aussi homme privé, attaché à l'histoire de Toulouse, à la beauté de Toulouse, à la grandeur de Toulouse, à la culture originale qu'elle porte haut, à son puissant pouvoir d'attraction, sont pour moi parmi les plus forts de ma vie. Certes, l'excès de centralisation française a nui à Toulouse et à l'ensemble du Midi-Pyrénées. Aussi ai-je décidé de renverser le courant qui ramenait tout à Paris, à l'administration centrale, et vidait nos régions, particulièrement celles du Midi. Vous avez raison de le dire, il y avait comme une méfiance ancienne - elle remonte aux sources de notre histoire - à l'égard de Toulouse et de sa région. Mais c'est bien fini.

- Les lois de décentralisation, l'une des plus grandes réformes de structure du siècle dans notre démocratie, sont lancées et commencent de produire leurs effets. Je veux que s'affirment les vocations régionales, les capacités propres à chacune d'entre elles, que s'assume l'aspiration profonde au développement de ce qui est particulier. En conformité bien entendu avec les besoins du pays tout entier et avec le souci primordial de notre unité nationale.

- Toulouse a des atouts. Ils sont considérables. Ville universitaire, métropole de recherche, capitale de l'aéronautique et de l'espace, et j'en passe, Toulouse tournée vers l'avenir doit continuer de vivre ardemment son présent. J'aurai l'occasion de m'en entretenir avec ses responsables dans les jours qui viennent.

- Bien sûr, Toulouse, comme toutes les grandes villes, est confrontée à des problèmes ardu, difficiles à résoudre. Je viens, je le répète, pour les étudier et proposer les solutions qui relèvent de la responsabilité de l'Etat.\

QUESTION.- L'évidence du déséquilibre économique de notre "lointain sud" a naguère incité le gouvernement à promouvoir un plan du grand Sud-Ouest englobant les trois régions méridionales de Bordeaux à Montpellier via Toulouse. Ce plan tendait à recentrer cet ensemble complémentaire dans la mouvance nationale et européenne à la veille de l'entrée de l'Espagne dans le Marché commun. Cette spécificité est-elle toujours reconnue dans le IXème Plan en-cours de discussion et le Grand Sud-Ouest y occupera-t-il une place particulière ?

- LE PRÉSIDENT.- L'élaboration du IXème Plan commencera dans les prochains mois.

L'Aquitaine, le Languedoc-Roussillon et le Midi-Pyrénées y occuperont une place conforme au rôle qu'ils doivent jouer dans la nation, elle-même économiquement partie intégrante de l'Europe du Marché commun

Marché commun.

- Il faut que le IX<sup>ème</sup> Plan soit celui de notre renaissance économique. Le Sud-Ouest y contribuera d'une part avec ses propres forces, d'autre part avec le soutien et la contribution de l'Etat. Je noterai le développement de l'agriculture vers des productions à haute valeur ajoutée, notamment l'élevage qui pourra bénéficier d'un système de financement amélioré et l'exploitation des ressources naturelles : l'Etat, si les Charbonnages de France retiennent ce projet, approuvera celui de Sainte-Marie de Carmaux et la modernisation des industries traditionnelles, et je pense d'abord au textile et la poursuite de nos avancées dans l'électronique et l'aéronautique et enfin la réalisation de grandes infrastructures de communication : contournements autoroutiers d'agglomérations, achèvement des rocade en-cours de réalisation, travaux qui permettront le désenclavement des villes.

- J'aurai l'occasion durant mon voyage d'approfondir ces questions. Mais vous savez que le Plan résultera de la concertation qui va s'engager entre l'Etat et les trois régions du Sud-Ouest. Je ne veux pas me substituer à ce dialogue. La décentralisation, c'est cela.

` Suite réponse ` Pour ce qui touche à l'Espagne et au Marché commun j'ai souvent, répété que s'il allait de soi que l'Espagne démocratique avait historiquement, politiquement, culturellement, sa place entière et de plein droit au sein de la Communauté `CEE`, il convenait d'aborder avec sérieux les conséquences économiques de cette adhésion. On admettra qu'un marché ouvert exige une concurrence loyale et qu'il y a de ce fait obligation pour nous de défendre nos agriculteurs, nos pêcheurs et certaines de nos industries contre un nouveau coup qui leur serait fatal. Tout cela peut être mis sur la table et discuté avec nos voisins espagnols. A condition de parler clair et de définir non seulement l'objectif à atteindre mais aussi les moyens et le calendrier. Je n'ai aucune objection de principe à l'entrée de l'Espagne dans le Marché commun. Je suis prêt à agir à cette fin de façon constructive. Je demande simplement que la Communauté des Dix soit enfin capable de protéger les productions du sud comme elle l'a fait pour les productions du nord et qu'elle envisage son élargissement sans accroître ses déséquilibres et particulièrement les nôtres. En tout cas, j'y veillerai.

- Quoi qu'il en soit, vous avez bien fait d'insister sur l'urgence de recentrer votre région dans l'ensemble communautaire.

QUESTION.- Plus jeune député de France à 26 ans, Jean Jaurès choisit comme tribune "La Dépêche", vice-doyen des quotidiens français, y étala ses pensées sur l'homme, le monde, la science, la religion, la vie - tout ce qui composait déjà sa thèse de doctorat sur la "réalité du monde sensible" - y mena ses grands combats sociaux, par exemple en faveur des mineurs de Carmaux et de la verrerie ouvrière d'Albi, y prêcha l'union de la gauche de l'époque entre socialistes et radicaux, et lâcha, le 25 octobre 1890, cette affirmation qui fit alors sensation : "L'univers n'est qu'une immense aspiration vers l'ordre". Près d'un siècle plus tard, ne doit-on pas constater que l'homme, "écho de l'universel désir" comme le définissait Jaurès, a, dans sa prodigieuse évolution, trahi politiquement au sens le plus large du terme, cette aspiration naturelle ?

- LE PRESIDENT.- Je crois, comme Jaurès, que l'aspiration de l'univers le porte vers un ordre, et que par cet ordre l'homme approchera de plus en plus la conquête, entre toutes désirée, de l'ordre qui lui est à lui-même nécessaire, je veux dire son unité intérieure. Je ne pense pas qu'il faille tirer de la période qui a suivi celle où Jaurès s'exprimait, où Jaurès vivait - deux guerres mondiales, la montée des fascismes, Staline, les peuples en quête de leur identité, les guerres coloniales et la chute des Empires, les violences contre-révolutionnaires, l'avènement des deux super-puissances, les applications mal maîtrisées de la science, la bombe atomique, les manipulations génétiques, le viol des consciences, la primauté des forces brutes sur les exigences de l'esprit - la conclusion d'un recul définitif.

- Et s'il y a recul, doit-il être attribué à "la prodigieuse évolution" de la technique ou à l'aptitude de l'homme à assimiler les trois bonds en avant colossaux - en moins de deux siècles - de l'ère industrielle ? Il faut toujours regarder en soi-même et se demander quel facteur de civilisation a soudain manqué qui a laissé l'homme actuel désarmé et sans recours.

- Jaurès a observé et proposé une attitude morale éclairée par une meilleure connaissance des

mécanismes économiques de la société et des -rapports sociaux. Cette méthode continue de nous inspirer. D'autant plus que la machine, parvenue au stade où l'intelligence et la mémoire s'intègrent aux données mathématiques, restitue ou peut restituer à l'homme dans le temps qui vient et l'authenticité du savoir et la conscience accrue du relatif.

- Les combats menés par le Front populaire, par les gouvernements de la Libération et aujourd'hui par ceux qui dirigent le pays visaient et visent à élargir les domaines de la liberté, de la responsabilité, de la justice sociale. Nous ne voulons ignorer aucun des aspects de la "réalité du monde sensible". La renaissance industrielle suppose qu'aux instruments tombés des mains d'équipes fatiguées soient substitués les outils neufs et adaptés de la technique moderne. Elle suppose plus encore une certaine idée de l'homme, maître et non plus soumis à la machine et capable de concevoir une autre inspiration que celle des sociétés passées.\

QUESTION.- Vous allez, monsieur le Président, effectuer dans le Tarn un pèlerinage jaurésien. Le texte sans doute le plus connu de notre grand tribun socialiste demeure son fameux "Discours à la jeunesse", prononcé en juillet 1903, à l'occasion de la distribution des -prix au lycée d'Albi. Sa définition du courage, - "choisir un métier, le bien faire, quel qu'il soit ... Aller à l'idéal et comprendre le réel ... Chercher la vérité et la dire ... Ne pas subir la loi du mensonge triomphant qui passe ..." - mériterait, je pense, d'être inscrite dans les cours retrouvés d'éducation civique. Ce pèlerinage ne vous incite-t-il pas à livrer aussi, à la jeunesse de notre temps, quelques-unes des choses, comme dirait Jaurès, que vous portez en vous ?

- LE PRESIDENT.- La jeunesse n'a pas besoin de leçon de courage, même si la définition de Jaurès suscite l'admiration. La jeunesse porte le courage en elle. Je ne cherche pas à lui plaire et ne changerai pas un iota de mes paroles ou de mes actes pour tenter de la séduire. Il me semble que notre démarche a besoin simplement d'être mieux comprise. Quand il sera devenu évident que notre action engage la France dans une -entreprise individuelle et collective audacieuse, exaltante et, par là, courageuse face aux immenses difficultés qui nous assaillent, où la généralisation et l'approfondissement du savoir permettront de conduire la révolution industrielle, dotée d'un instrument moderne, compétitif, vers des conquêtes dignes de nous et conformes à notre génie, sans rien sacrifier du meilleur de nos traditions, la jeunesse, croyez-moi, nous sera d'un puissant soutien. Elle est déjà pour une large part à nos côtés. C'est elle qui, bientôt, prendra le relai. Nous sommes là pour lui ouvrir l'horizon le plus large. Je souhaite qu'elle s'y engage en croyant à elle-même, aux capacités de la France, aux vertus de l'effort en en ayant appris que rien n'est jamais acquis sans don de soi.\